

En ma qualité d'homme d'église, je suis encouragé par une autre évolution, bien plus que par les déclarations du président Botha et de son gouvernement. Apparemment animée d'un prudent désir de libéralisation, l'Eglise réformée néerlandaise blanche d'Afrique du Sud, qui avait formulé à la justification religieuse de l'apartheid, à abandonné ces jours derniers le raisonnement théologique qui lui permettait d'appuyer la ségrégation raciale forcée. Mais elle n'a pas reconcé pour autant à d'autres principes de séparation raciale, et elle maintient son concept d'entités distinctes pour les différents groupes raciaux. Cette église ne pourrait-elle, au nom de Dieu et de l'humanité, aller plus loin et intégrer des structures réservées à la population non blanche, dénoncer l'apartheid et devenir non raciale? Quel bel exemple pour la société sud-africaine si les dirigeants de cette église manifestaient la ferme résolution et l'humanité sans préjugé de couleur dont fait preuve le nouvel évêque anglican du Cap. Je ne crois pas que ce soit là trop exiger d'une religion qui se réclame de l'éthique chrétienne de l'amour et de l'acceptation du prochain.

Monsieur le Président,

Les mesures décrites dans l'Accord conclu par le Commonwealth à Nassau ont reçu l'approbation générale en tant que moyen d'action internationale concertée contre l'Afrique du Sud. Cette solidarité des nations ne cesse de croître. Pourtant, l'Afrique du Sud n'est toujours pas convaincue que, pour que s'effectue une transition ordonnée et pacifique à une société non raciale et démocratique, elle doit prendre les mesures concrètes suivantes:

- s'engager à abolir le système d'apartheid;
- lever l'état d'urgence;
- libérer Nelson Mandela et toutes les autres personnes emprisonnées et détenues pour leur opposition à l'apartheid;
- lever l'interdit dont sont frappés l'African National Congress et d'autres partis politiques;
- et surtout, engager un dialogue avec des dirigeants noirs représentatifs.

Par ailleurs, alors même que nous demandons au gouvernement sud-africain de lever l'interdit qui frappe l'ANC, nous implorons toutes les parties de mettre un terme à l'escalade des incidents sanglants en Afrique du